

LA FIN DU MODÈLE POLITIQUE ALLEMAND



ALAIN ROUY*

« **M**odell Deutschland », tel était au tournant des années 1970-1980 le slogan électoral du chancelier Helmut Schmidt, vantant à la fois la performance économique et la stabilité politique d'une Allemagne qui avait cessé d'être un « nain politique » dans une Communauté européenne qu'elle dominait de plus en plus. La recette de la stabilité politique, c'était l'existence de deux grandes forces politiques, deux *Volksparteien*, selon cette dénomination dont il n'existe pas de traduction satisfaisante en français (*parti populaire* ?). La démocratie-chrétienne et la social-démocratie étaient donc ces deux *Volksparteien*, c'est-à-dire des formations politiques intégrant de larges couches de la société soit autour de valeurs traditionnelles plutôt conservatrices à droite, soit autour des valeurs de la solidarité et du progrès social, plutôt à gauche – sans qu'aucune des deux forces politiques ne remette en cause un ordre économique et social lui aussi présenté comme modèle, l'« économie sociale de marché » et le *Sozialstaat*. À eux deux, la CDU-CSU et le SPD rassemblaient plus de 80 % des voix des électeurs jusqu'au début des années 1990, il n'y eut d'ailleurs de 1949 à 1983 que trois courants politiques représentés au Bundestag,

* GERMANISTE, A ENSEIGNÉ LITTÉRATURE, LANGUE ET CIVILISATION ALLEMANDES EN KHÂGNE À PARIS, AINSI QU'À L'ENS DE FONTENAY ET À L'ENA.

le troisième étant les libéraux du FDP qui venaient faire l'appoint nécessaire pour constituer une coalition majoritaire, soit avec les conservateurs, soit avec les sociaux-démocrates. L'arrivée des Verts au Parlement en 1983, puis à partir de 1990, année de la réunification allemande, d'une force à gauche de la social-démocratie¹ a commencé à faire évoluer le système politique. L'alternance entre CDU et SPD était plus difficile à réaliser au fur et à mesure de l'érosion de l'influence des deux « grands » partis dans un Bundestag qui comptait désormais cinq partis au lieu de trois. Les coalitions entre SPD et Verts ou entre CDU/CSU et FDP n'atteignant plus la majorité, il fallut se résoudre aux « grandes coalitions » entre les deux forces politiques principales, ce qui annihilait l'idée d'alternance politique et donc non seulement fragilisait le modèle, mais, au-delà, fissurait la confiance des citoyens en son efficacité.

Les élections du 24 septembre 2017

28

Elles ont porté un coup fatal au système politique mis en place en 1949 et qui avait réussi à se maintenir après la réunification allemande. Les résultats marquent une véritable rupture dans l'histoire de la République fédérale avec deux faits majeurs : les deux principaux partis atteignent leur plus bas niveau historique et ne réunissent à eux deux qu'à peine plus de la moitié des voix (53,5 %) et l'extrême droite sera représentée au Bundestag pour la première fois de l'histoire de la République fédérale, qui plus est, assez fortement, avec 94 députés.

¹ Le PDS (*Partei des demokratischen Sozialismus*), issu du parti SED au pouvoir en RDA, a été représenté au Bundestag de 1990 à 2002 ; de 2002 à 2005, avec seulement deux députés de Berlin-Est, il n'a pas eu de groupe parlementaire. En 2005, il a présenté des listes communes avec la WASG (*Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit*), née de l'aile gauche de la social-démocratie en rupture avec la politique néolibérale de Gerhard Schröder. Le succès de cette alliance (8,7 % des suffrages) conduite par Gregor Gysi et Oskar Lafontaine a conduit à la fusion du PDS et de la WASG pour donner naissance en 2007 au parti *Die Linke*, dont le score électoral a été de 11,9 % en 2009, avant de se stabiliser à 8,6 % en 2013 et en 2017.

LA FIN DU MODÈLE POLITIQUE ALLEMAND

Partis	%	Sièges
CDU/CSU	33 (- 8,6)	246 (- 65)
SPD	20,5 (- 5,2)	153 (- 40)
AfD (Alternative für Deutschland)	12,6 (+ 7,9)	94 (+ 94)
FDP	10,4 (+ 6)	80 (+ 80)
DIE LINKE	9,2 (+ 0,6)	69 (+ 5)
GRÜNE (VERTS)	8,9 (+ 0,5)	67 (+ 4)
autres	5,1 (- 1,2)	----
<i>TOTAL</i>		709 (+ 78) <i>Augmentation due au système des mandats complémentaires: «Überhangmandate» et «Ausgleichsmandate»</i>

Taux de participation en hausse: 76,2 % (+ 4,7 %).

709 sièges, majorité absolue: **355**.

29

S'ils restent les deux premières forces politiques du pays, les partis de la « grande coalition » au pouvoir, la CDU/CSU et le SPD, enregistrent des pertes record. Le désaveu frappe de plein fouet la CDU/CSU (- 8,6 %) mais aussi le SPD (- 5 %). CDU et SPD, qui n'ont pas réussi à se différencier aux yeux des électeurs, sont tous deux lourdement sanctionnés ; les « petits » partis sont tous en progression, mais les deux grands vainqueurs du scrutin sont d'une part l'AfD, les populistes d'extrême-droite qui font une entrée fracassante au Bundestag où ils prennent la troisième place avec un score de 12,6 %, et d'autre part les libéraux du FDP qui font un retour victorieux au Parlement après en avoir été écartés lors de la mandature précédente.

Le Bundestag issu des élections de septembre 2017 compte 6 partis (et même 7 si l'on distingue la CDU et la CSU, cette dernière étant autonome mais présente seulement dans le land de Bavière) contre 4 dans le Bundestag sortant ; toute alliance avec l'AfD ayant été exclue par les autres partis, il n'existe que deux possibilités de constituer une majorité parlementaire, soit en mettant sur pied une coalition CDU-FDP-Verts (393 sièges), dite « jamaïcaine » (les couleurs noire-jaune-verte des trois partis sont en effet celles du drapeau de la Jamaïque), soit en reconduisant la « grande coalition » CDU-SPD (399 sièges). À défaut, il faudrait revoter en espérant qu'un nouveau

scrutin permette de dégager une majorité, ce qui n'est évidemment nullement assuré.

La longueur des tractations post-électorales atteste de la difficulté de la tâche pour la chancelière Merkel. Il est prévu qu'un gouvernement Merkel IV entre en fonction au mieux en mars 2018, soit six mois après les élections. Cette longue période d'incertitude est un signe supplémentaire de la crise d'un système politique pourtant bien huilé, prévoyant une phase préparatoire consistant à « sonder » d'éventuels partenaires, puis une phase de négociations proprement dites sur un contrat de gouvernement. L'option « jamaïcaine » s'étant soldée par un échec et la perspective d'un nouveau scrutin laissant craindre le pire, à savoir un renforcement de l'AfD, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier, qui était jusqu'en février 2017 ministre SPD des Affaires étrangères dans le gouvernement Merkel, a pris l'initiative de réunir les responsables CDU/CSU et SPD pour les inciter à reconduire la « grande coalition ».

30

Revenant sur sa volonté proclamée au soir des élections de retourner dans l'opposition, Martin Schulz, le chef de file du SPD, a finalement milité pour la reconduction de la « grande coalition », en faisant miroiter que la nouvelle situation politique permettrait au SPD d'obtenir de substantielles concessions de la part de la CDU. Sauf qu'il avait expliqué dans tous les médias qu'il était nécessaire d'être dans l'opposition pour que le SPD puisse se rénover et enrayer la spirale électorale vers le bas, afin d'éviter de connaître le sort du PS français. Les signes se sont multipliés, qui illustrent une dramatique perte de crédibilité de Martin Schulz, jusqu'à l'intérieur même de son parti. Le congrès du 21 janvier 2018 n'a accordé qu'une courte majorité à la direction du SPD pour entamer les négociations du contrat de gouvernement avec la CDU/CSU². L'accord obtenu doit encore être approuvé début mars 2018 par une majorité des adhérents du SPD.

Pour convaincre l'ensemble des membres du parti de voter en faveur de l'accord de gouvernement, sont mis en avant le succès symbolique de la « prise » du ministère des Finances qui pourrait échoir au maire de Hambourg, Olaf Scholz, de l'aile droite du SPD, ainsi que des mesures prétendument arrachées aux conservateurs :

² Lors du congrès extraordinaire du SPD qui s'est tenu à Bonn le 21 janvier 2018, la motion présentée par la direction du parti en faveur des négociations avec la CDU et la CSU a été approuvée par 362 délégués, soit 56,4 %. 279 délégués (43,4 %) ont voté contre et il y eut une abstention.

la lutte contre la médecine à deux vitesses et contre les contrats précaires qui, certes, figurent dans l'accord, mais seulement à l'état d'intention et sans détails concrets. La reconduction de la « grande coalition » est perçue dans l'opinion publique comme une sorte de *statu quo* laissant le champ libre aux populistes d'extrême droite. Le constat est amer pour une Allemagne qui se voulait un pays fiable et stable, et tous de se poser aujourd'hui la question : mais comment en est-on arrivé là ?

La prospérité comme une illusion

Peut-être faut-il partir du décalage qui existe entre l'image d'un pays prospère économiquement et la situation réelle de la majorité de sa population qui ressent dès lors la prospérité comme une illusion. Forte de ses résultats économiques, l'Allemagne passe à l'étranger pour le modèle de ce qu'il faut faire pour avoir toute sa place dans l'économie mondialisée et le gouvernement allemand ne se prive pas, au sein de l'Union européenne en particulier, de propager les dogmes économique et monétaires censés être les gages du succès dans la compétition mondiale. Ce qu'on sait moins à l'étranger, c'est que l'ordo-libéralisme est payé au prix fort par les salariés et les couches populaires allemandes. À l'heure où, en France, Emmanuel Macron met les bouchées doubles pour imposer les règles néolibérales, on se rend sans doute davantage compte de ce qu'a pu signifier, à partir de la fin des années 1990, la politique intitulée « Agenda 2020 » du chancelier Gerhard Schröder : il s'agissait d'adapter l'économie allemande aux nécessités de l'économie mondiale, c'est-à-dire d'être compétitif et réactif sur les marchés mondiaux. La grande recette libérale, c'est la diminution du coût du travail et la flexibilité pour répondre le plus efficacement possible aux évolutions des marchés. Les réformes Hartz, du nom du DRH de Volkswagen qui conseillait Schröder, ont touché à tout ce qui constituait l'État social, le *Sozialstaat*, tant vanté auparavant : les acquis sociaux, les protections contre le chômage et contre la maladie, les retraites, les conditions de travail négociées avec les syndicats, la fameuse « cogestion » et les accords annuels d'entreprise – tout a été remis en cause au nom de la nécessité de s'adapter à l'économie mondialisée. La politique contractuelle, la pratique ritualisée en Allemagne de la négociation entre partenaires sociaux a été petit à petit dénoncée comme un frein au dynamisme de l'économie, voire une atteinte à la liberté de l'entreprise. Il fallait

« déréguler », sauf que les règles mises à mal étaient celles qui protégeaient les salariés.

La politique libérale menée tambour battant par un chancelier social-démocrate a eu des effets sociaux dévastateurs : l'Allemagne prospère était en même temps le pays des petits salaires, des emplois précaires, des petits jobs à un euro de l'heure, un pays qui n'a introduit le salaire minimum qu'en 2015, et encore, avec des exceptions, un pays aux petites retraites, notamment dans les länder de l'Est où elles sont notoirement insuffisantes, un pays où la pauvreté frappe un enfant sur cinq. Bref, beaucoup vivent mal en Allemagne et les inégalités et les injustices sociales se sont accrues, et ce, malgré les discours des hommes et femmes politiques célébrant la bonne santé de l'économie allemande.

La défiance vis-à-vis des partis politiques

32

Un tel décalage a nourri la défiance vis-à-vis des partis politiques et alimenté l'idée qu'il est impossible d'influer sur le cours des choses par la politique : quelle différence entre les uns et les autres qui gouvernent ensemble ? Ce phénomène de rejet des partis traditionnels n'est pas spécifique à l'Allemagne, on le retrouve dans d'autres pays d'Europe, dont la France. Mais il se double d'un sentiment anti-européen nourri par des réticences persistantes envers la monnaie commune : l'euro. Dans l'imaginaire collectif allemand, le mythe de la monnaie forte joue un rôle qui n'a pas son équivalent en France : l'hyperinflation des années 1920 reste un traumatisme national et, a contrario, le D-mark introduit dans les zones d'occupation occidentales dès 1948, avant même la fondation de la RFA, passe pour avoir été l'outil du miracle économique allemand des années 1950. Il s'agit très largement de représentations mentales, mais elles influent fortement sur l'opinion publique, et il n'est pas anodin que la réunification du 3 octobre 1990 ait elle aussi été précédée de l'unification monétaire entrée en vigueur dès le 1^{er} juillet 1990. Cette confiance dans une monnaie forte, le D-mark, explique les doutes vis-à-vis de l'euro, une monnaie partagée avec des pays à l'économie bien moins solide que celle de l'Allemagne. Et c'est sur ce thème du rejet de l'euro qu'est née l'AfD (« *Alternative für Deutschland* »), le mouvement populiste qui a fait son entrée au Bundestag.

Les difficultés de la zone euro, la crise financière qui a affecté la Grèce, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal ont été exploitées par les

adversaires de l'euro, y compris au sein de la CDU. Les premiers dirigeants de l'AfD, à l'instar de son président Bernd Lucke, étaient des professeurs, des économistes parfois directement issus de la CDU, qui ont joué sur les peurs – plus sensibles en Allemagne que dans d'autres pays, nous avons dit pourquoi – d'un effondrement monétaire ou, à tout le moins, d'une facture élevée pour les contribuables allemands. Revenir à la monnaie nationale éviterait que l'Allemagne n'ait à payer pour les autres, les mauvais élèves de l'Union européenne. Le ressentiment ainsi créé contre l'euro, présenté comme ayant été imposé à l'Allemagne, a laissé place à un sentiment plus général de rejet de l'Union européenne dans des termes qui ouvraient la porte à la xénophobie : les pays d'Europe du Sud, ceux du « Club Med », entendait-on dire, y compris dans les cercles gouvernementaux, étaient désignés comme responsables des difficultés rencontrées par les Allemands. Un terreau bien spécifique à la République fédérale s'est ainsi constitué, favorable à toutes les dérives populistes, même si celles-ci se retrouvaient aussi dans d'autres pays, sous d'autres modalités.

« La crise des réfugiés »

L'AfD a profité d'un second phénomène qui a particulièrement affecté l'Allemagne à partir de l'été et l'automne 2015 et que l'on désigne sous les termes de « crise des réfugiés ». On se souvient de l'afflux massif des réfugiés du Moyen-Orient fuyant la guerre et la misère et de leur arrivée en grand nombre en Allemagne au terme de longs périple à travers la Turquie, la Grèce, les Balkans, la Hongrie et l'Autriche et de leur accueil dans l'urgence en Allemagne qui ne s'est pas dérobée comme par exemple la Hongrie. On se souvient aussi de la désastreuse nuit de la St Sylvestre 2015 à Cologne et dans d'autres villes allemandes et de l'exploitation médiatique d'incidents qui n'avaient strictement rien à voir avec l'afflux des réfugiés de l'été puisqu'ils étaient le fait de travailleurs migrants installés de longue date en Rhénanie-Westphalie. Ces événements ont pourtant fait basculer une grande partie de l'opinion publique d'une attitude et d'une culture de bienvenue (« *Refugees welcome!* ») à un comportement de peur et de rejet largement encouragé par les déclarations des dirigeants de l'AfD, qui n'hésitaient plus à surfer sur les vagues ouvertement xénophobes. Les manifestations organisées par Pegida, un mouvement ouvertement raciste osant s'appeler les « Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident », agitaient la menace de l'invasion

culturelle et fustigeaient le coût de l'accueil des migrants qui se feraient au détriment des Allemands abandonnés sur le plan social. Sur la lancée, l'AfD menait campagne contre la chancelière qui ouvrait les frontières de l'Allemagne alors que les pays voisins les fermaient. L'exploitation des événements internationaux tels que les attentats terroristes, systématiquement mis en corrélation avec l'immigration, la victoire du Brexit et celle de Donald Trump, saluées bruyamment par l'AfD, ont achevé de semer la confusion dans les esprits. Les querelles internes de l'AfD ne l'ont pas empêché d'enregistrer toutes les frustrations ainsi entretenues et de capitaliser électoralement dans des proportions inquiétantes, notamment dans les länder de l'Est les plus atteints socialement.

Quelques éléments statistiques fournis par les instituts de sondages³ au soir même de l'élection illustrent l'ampleur du glissement à droite de la société allemande :

34

<ul style="list-style-type: none"> • Origines des électeurs de l'AfD en 2017 <p>En 2013, 21 % avaient voté CDU/CSU, 10 % SPD, 6 % Die Linke, 1 % Les Verts, 3 % FDP, 24 % AfD et 35 % pour un autre parti ou abstention.</p>																																																
<ul style="list-style-type: none"> • Les problèmes les plus importants pour l'ensemble des électeurs en 2017 <table border="1"> <tr> <td>Réfugiés/Étrangers</td> <td colspan="6">44 %</td> </tr> <tr> <td>Retraites</td> <td colspan="6">24 %</td> </tr> <tr> <td>Justice sociale</td> <td colspan="6">16 %</td> </tr> <tr> <td>École/Formation</td> <td colspan="6">13 %</td> </tr> <tr> <td>Criminalité/Sécurité intérieure</td> <td colspan="6">9 %</td> </tr> <tr> <td>Emplois</td> <td colspan="6">8 %</td> </tr> </table>							Réfugiés/Étrangers	44 %						Retraites	24 %						Justice sociale	16 %						École/Formation	13 %						Criminalité/Sécurité intérieure	9 %						Emplois	8 %					
Réfugiés/Étrangers	44 %																																															
Retraites	24 %																																															
Justice sociale	16 %																																															
École/Formation	13 %																																															
Criminalité/Sécurité intérieure	9 %																																															
Emplois	8 %																																															
<ul style="list-style-type: none"> • Différences dans les résultats entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne <table border="1"> <thead> <tr> <th>%</th> <th>CDU</th> <th>SPD</th> <th>AfD</th> <th>FDP</th> <th>Verts</th> <th>LINKE</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>OUEST</td> <td>33,4</td> <td>22,1</td> <td>11,1</td> <td>11</td> <td>9,8</td> <td>7,4</td> </tr> <tr> <td>EST</td> <td>28,2</td> <td>14,3</td> <td>22,5</td> <td>7,3</td> <td>4,7</td> <td>17,4</td> </tr> </tbody> </table> <p>Entre 2013 et 2017, l'AfD progresse de 6,6 % à l'Ouest et de 16,6 % à l'Est.</p>							%	CDU	SPD	AfD	FDP	Verts	LINKE	OUEST	33,4	22,1	11,1	11	9,8	7,4	EST	28,2	14,3	22,5	7,3	4,7	17,4																					
%	CDU	SPD	AfD	FDP	Verts	LINKE																																										
OUEST	33,4	22,1	11,1	11	9,8	7,4																																										
EST	28,2	14,3	22,5	7,3	4,7	17,4																																										

³ Chiffres fournis en direct le soir des élections par l'institut *Forschungsgruppe Wahlen* sur la 2^e chaîne de télévision allemande, ZDF.

Le succès de l'AfD a été ressenti comme un choc, peut-être encore plus important que les succès de Marine Le Pen en France car il pouvait signifier que l'Allemagne retrouvait ses vieux démons, mettant ainsi fin à la *success story* de la République fédérale née en 1949. Les principaux acteurs et commentateurs de la vie politique allemande aiment à souligner que le populisme n'est pas spécifique à l'Allemagne, mais justement, en argumentant ainsi, ils jettent un doute sur ce dont la République fédérale était si fière : sa solidité et sa stabilité au sein d'un monde incertain ou menaçant.

Les perspectives à court terme n'ont rien d'enthousiasmant : la reconduction attendue de la « grande coalition » des deux perdants risque d'accentuer la défiance vis-à-vis des partis et le rejet du monde politique. Les deux partenaires en sont conscients et ont commencé par vouloir éviter ce scénario. La CDU et la CSU auraient voulu s'entendre avec les libéraux du FDP et les Verts : mais au-delà de leurs positionnements politiques parfois difficiles à concilier sur les questions de l'énergie, de l'école, de la sécurité et de la politique migratoire, les quatre formations ont surtout des objectifs politiques divergents : le FDP veut se réinstaller durablement dans le paysage politique et n'est pas insensible pour ce faire à la rhétorique des intérêts nationaux, en écho plus ou moins lointain aux pourfendeurs de la zone euro en Allemagne, mais aussi en Autriche ; après tout, les populistes du FPÖ, aujourd'hui alliés des conservateurs de l'ÖVP au sein du gouvernement autrichien, étaient des libéraux à l'origine. On est bien loin du FDP allié de Willy Brandt en 1969. D'autant que l'exemple autrichien ne laisse pas non plus indifférent la CSU, qui n'est pas en reste pour critiquer Bruxelles. Une alliance « jamaïcaine » aurait décidément été d'une grande fragilité politique.

Les dirigeants du SPD veulent croire que cette fois, la « grande coalition » servira leurs intérêts et que les électeurs leur seront reconnaissants d'avoir évité une crise politique et de nouvelles élections. En attendant, c'est le SPD lui-même qui plonge dans la crise : la reconduction de la « grande coalition » est dénoncée comme suicidaire par une partie de ses membres et par son organisation de jeunesse, les Jusos (Jeunesses socialistes). La fédération SPD de Saxe-Anhalt, un des länder de l'Est, était tout entière opposée à un accord avec la CDU/CSU, d'éminents dirigeants de l'Ouest et des syndicalistes font campagne en interne pour empêcher l'adoption du contrat de gouvernement soumis au référendum des adhérents. Ayant perdu autorité et crédibilité dans son parti, Martin Schulz a

proposé que soit désigné un nouveau président du parti, puis, face à la fronde qui se développait contre sa personne, il a déclaré renoncer à entrer lui-même au gouvernement. Le scepticisme des adhérents face à cette nouvelle « grande coalition » se transforme en colère contre la direction sans qu'on sache jusqu'où ira cette révolte. Le SPD joue donc très gros, car il y va non seulement de son avenir électoral, mais de son unité et du devenir de la social-démocratie allemande. Les exemples des pays voisins donnent à réfléchir aux militants : Jérémy Corbin fait davantage rêver que Stéphane Le Foll !

Le temps est-il venu d'une recomposition du paysage à gauche ? C'est ce que suggère Oskar Lafontaine quand il parle en janvier 2018 de lancer un rassemblement intégrant Die Linke, des sociaux-démocrates, des écologistes, avec en ligne de mire les élections européennes de 2019 et, au-delà, l'émergence d'un grand *Volkspartei* qui serait seul à même de répondre aux défis de l'extrême droite populiste. Pour le moment, cette proposition ne fait guère que diviser un peu plus le parti Die Linke lui-même où les affrontements sous-jacents sur l'euro et l'Europe et sur les alliances de gouvernements dans les länders et au niveau national finissent par brouiller l'image du parti et paralyser l'action de ses dirigeants. Mais la question de l'avenir des forces progressistes reste posée, toutes les tentatives de rapprochement entre SPD, Linke et Verts étant jusqu'ici restées sans lendemain.

Il n'y a donc pas actuellement de réponse politique à la hauteur des défis posés à la vie politique allemande. Reste à observer dans les prochains mois ce que sera la réponse de la société qui se retrouve de moins en moins dans l'offre politique. En Allemagne, les syndicats montrent en ce début de 2018 qu'ils ont conservé une partie de leur force et sont à même d'obtenir des résultats. L'accord obtenu en février 2018 par IG Metall face aux patrons de la métallurgie sur les salaires et le temps de travail va servir de point d'appui aux syndicats des autres branches. L'Allemagne est en outre le pays des *Bürgerinitiativen*, initiatives citoyennes et comités locaux agissant sur les questions d'environnement, de développement durable, de droits humains et de paix ; le tissu associatif, parfois relayé par les Églises notamment protestantes, est très décentralisé et garde un pouvoir de mobilisation qui peut compter à l'avenir et d'où peuvent à terme émerger des voies nouvelles. Mais la phase actuelle est surtout grosse de dangers qui ne pourront être surmontés que par la vigilance et la mobilisation citoyenne, qu'il s'agisse des revendications sociales ou des problèmes de société, de citoyenneté et du vivre ensemble.

Quelques citations

«Comme social-démocrate, ma conception de la politique et ma conviction sont que dans cette situation spéciale [*l'absence de majorité au Bundestag*], nous devons au moins examiner ce qu'il nous est possible d'obtenir pour améliorer la vie des gens en Allemagne et en Europe. [...] Nous avons beaucoup obtenu et nous pourrions ainsi tenir de nombreuses promesses faites pendant la campagne électorale. [...] Sans le SPD, il n'y aura pas d'impulsion courageuse pour l'avenir de l'Europe.»

Martin SCHULZ,

Président du SPD, au congrès extraordinaire du SPD le 21 janvier 2018

«En réalité, nous n'en voulons pas [*de cette grande coalition*], mais nous y sommes contraints. Et c'est là l'interminable piège dans lequel nous sommes enfermés depuis tant d'années. [...] Dire non maintenant ne signifie pas la fin du SPD, mais peut devenir le début d'une nouvelle histoire.»

Kevin KÜHNERT,

Président des Jusos, au congrès extraordinaire du SPD le 21 janvier 2018

«Avec cet accord de coalition, le SPD creuse sa propre tombe. Ce seront les adhérents du SPD qui décideront si les funérailles auront lieu. Il reste à espérer qu'ils auront le courage d'oser un nouveau départ dans l'opposition, au lieu de gouverner aux côtés de la CDU jusqu'à ce que mort s'ensuive.»

Sahra WAGENKNECHT et Dietmar BARTSCH,

Co-présidents du groupe parlementaire Die Linke au Bundestag, communiqué de presse, 7 février 2018

Résumé:

Les résultats de l'élection du Bundestag du 24 septembre 2017 marquent la fin du système politique allemand né en 1949, qui reposait sur l'existence de deux grands partis électoralement puissants, deux *Volksparteien*, qui gouvernaient en alternance. Le recul historique de la CDU/CSU et du SPD, l'arrivée de l'AfD au Bundestag et la difficulté à mettre sur pied une coalition de gouvernement sont autant de symptômes de la crise politique que traverse l'Allemagne. Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut faire un retour sur la politique néolibérale menée depuis les années Schröder et sur leurs conséquences sociales. La défiance vis-à-vis des partis politiques née de l'absence d'alternative, la crise de confiance envers l'euro et l'UE et la crise des réfugiés ont créé un terreau favorable à l'émergence de l'extrême-droite populiste. Dans cette situation, la reconduction de la «grande coalition» entre CDU/CSU et SPD n'offre guère d'issues et plonge le SPD dans une crise profonde. La construction d'alternatives progressistes avec le concours de toute la société reste à l'ordre du jour.

